

# AGIR EN JUSTICE AU NOM DES GÉNÉRATIONS FUTURES : UNE RÉALITÉ GRANDISSANTE VECTEUR DE PAIX

17 - 18  
NOV. 2017  
CAEN, FRANCE

NORMANDIE  
POUR LA PAIX

VENDREDI 17 NOVEMBRE | 08H30 - 17H00

Le concept même de Justice se comprend désormais et également en considération de la protection juridique des générations futures : justice environnementale, justice climatique (inscrite dans l'Accord de Paris), protections des biens communs sont autant de nouvelles facettes du concept de justice, spécifiques à notre temps. Nous vivons incontestablement une époque de métamorphoses du droit et des droits. C'est dans ce contexte que s'inscrit le colloque international **Agir en justice au nom des générations futures**. Ce colloque est organisé dans le cadre du dispositif **Normandie pour la Paix** impulsé par la Région Normandie.

## ACCUEIL

M. **Hervé MORIN**, Président de la Région Normandie (à confirmer)

M. **Christophe JACOLIN-BUFFARD**, Directeur des Ressources Humaines et de la Transformation à la Caisse régionale du Crédit Agricole Normandie

M. **Pascal BULÉON**, Directeur de la MRSH Normandie - Caen

M. le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Caen (à confirmer)

M. **Christophe ALLEAUME**, Directeur de l'Institut Demolombe de la faculté de droit de Caen

M<sup>me</sup> **Agnès MICHELOT**, Présidente de la Société Française pour le Droit de l'Environnement

M<sup>me</sup> **Émilie GAILLARD**, Maître de conférences en droit privé, université de Caen Normandie

## OUVERTURE DES TRAVAUX

*Penser l'ordre juridique à l'heure de l'Anthropocène*, **Mireille DELMAS-MARY**, professeur honoraire au Collège de France, Membre de l'Institut.

## PANEL N°1 : LE TEMPS DES PIONNIERS DU DROIT DES GÉNÉRATIONS FUTURES

*Ouvrir la voie théorique : Penser le droit des générations futures, un changement de paradigme* par **Edith BROWN-WEISS**, Georgetown University (à confirmer).

*Ouvrir la voie judiciaire : De l'affaire Oposa v. Factoran à la protection des océans par le précédent d'équité intergénérationnelle*, M<sup>e</sup> **Tony OPOSA**, Avocat aux Philippines.

## PANEL N°2 : LE NUCLEAIRE ET LE DROIT DES GÉNÉRATIONS FUTURES D'HIER A AUJOURD'HUI

### Les actions en justice d'hier a aujourd'hui

*Armes nucléaires et générations futures dans les tribunaux internationaux* par **Alyn WARE**, récipiendaire du *Livelihood Award* en 2009, nommé pour le prix Nobel de la Paix, coordinateur mondial de PNND (Parliamentarians for Nuclear Non-proliferation and Disarmament).

*Pour la reconnaissance transgénérationnelle des droits de l'homme ? Nouveaux cas judiciaires à Mayak ?* par **Nadezhda KUTEPOVA**, sociologue et avocate russe, fondatrice de l'ONG Planet of hope.

### Les actions en justice de demain ?

*Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires, vers de nouvelles actions en justice de protection des générations futures ?* par **Jean Marie COLLIN**, Expert de ICAN France, Vice-président de Initiatives pour le Désarmement Nucléaire, coordinateur PNND France et pays francophones.

### Echanges pluridisciplinaires :

*La question nucléaire, à l'origine d'une nouvelle pensée : le catastrophisme* par **Frédéric LEMARCHAND**, Sociologue, Université de Caen-Normandie, co-directeur du Pôle Risques, Qualité et Environnement Durable, MRSH Caen.

*Effets des rayonnements ionisants : nouveaux éléments de preuve, risques accrus* par **Andreas NIDECKER**, Professeur émérite de radiologie à l'université de Bâle, Membre du Bureau IPPNW Suisse - Association Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (et ancien président de IPPNW Suisse).

*La transformation de la société polynésienne avec les essais nucléaires* par **Winiki SAGE**, Président du Conseil Economique Social et Culturel de Polynésie Française.

## PANEL N°3. LES ACTIONS EN JUSTICE CLIMATIQUE AU NOM DES GÉNÉRATIONS FUTURES

*Le réchauffement climatique et les juges, une révolution judiciaire mondiale ?* par M<sup>e</sup> **Christian HUGLO**, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, auteur d'un ouvrage sur la Justice climatique.

*Judges can save us from climate change, and they have already started* par Serge de GHELDERE, Président de ASBL L'Affaire Climat (Klimaatzaak)

*La doctrine du public trust – Actions menées* par Our Children's Trust au nom des générations futures (à confirmer)

### Echanges pluridisciplinaires :

*La Justice climatique pour les générations futures : quelles perspectives ?* par **Agnès MICHELOT**, Maître de conférences HDR en droit public, Université de La Rochelle, CEJEP (EA 3170), Présidente de la Société Française pour le Droit de l'Environnement, Personnalité associée du Conseil Économique Social et Environnemental - section environnement.

QUEL AVENIR POUR L'ACTION EN JUSTICE AU NOM DES GENERATIONS FUTURES ?

**PANEL N°4. LES ACTIONS EN JUSTICE DE PROTECTION DES COMMUNS- PISTES PROSPECTIVES**

**I. Protections des sols/pesticides :**

*Actions en justice menée en Argentine pour préserver la santé environnementale : perspectives ouvertes par le droit argentin de défense des générations futures, par **Juan Ignacio PEREYRA**, Avocat, Membre du réseau RENAMA, Argentine.*

Discutants :

*Supplémentation selon le principe de primauté des ordonnances du département qui réglementent l'usage des pesticides d'entreprise des graines IG/OGM à Hawaï, par le Professeur **David FORMAN**, Université de Hawaï (Directeur du Centre de Droit international de l'environnement, W.S. Richardson School of Law, Hawaï)*

*Les effets transgénérationnels des pesticides et polluants : comment et pourquoi ? par le Professeur **Gilles-Eric SERALINI**, Professeur en biologie moléculaire, Université de Caen-Normandie, co-directeur du Pôle Risques, Qualité et Environnement Durable (MRSH Caen).*

**II. Quels leviers juridiques pour protéger les Communs pour les générations futures**

Reconnaissance des droits de la Nature ?

Intervention avocat membre de CELDF, (à confirmer)

*Agir en justice au nom de la nature par **Marie-Angèle HERMITTE**, Directrice de recherche honoraire au CNRS, Directrice d'études à l'École des Hautes Etudes en sciences sociales.*

*Pour la reconnaissance des droits écosystémiques des océans ? Intervenant à confirmer.*

Reconnaissance des droits de l'Humanité ?

*Pour la reconnaissance de droits et des devoirs de l'Humanité par **M<sup>e</sup> Corinne LEPAGE**, Avocate au Barreau de Paris, Ancienne Ministre de l'environnement, Présidente de CAP 21.*

*Le projet de pacte international relatif au droit des êtres humains à l'environnement par **Michel PRIEUR**, Professeur émérite agrégé de droit et président du Centre International de Droit Comparé de l'Environnement.*

**PANEL N°5. QUELLE PROTECTION DURABLE POUR L'INTEGRITE DE L'ESPECE HUMAINE ?**

*Le procès du Transhumanisme, pourquoi ? Comment ? par **M<sup>e</sup> HAAS**, Avocat Barreau de Paris, spécialisé en droit des nouvelles technologies*

Echanges pluridisciplinaires :

*Le droit et l'idée de perfectibilité humaine par **Christian BYK**, magistrat, vice-président du Comité intergouvernemental de bioéthique (UNESCO)*

***Louise VANDELAC**, Professeur titulaire, Département de sociologie et Institut des sciences de l'environnement, Université de Québec, Montréal, membre du Pôle Risques Qualité et Environnement Durable MRSH Caen.*

*Le transhumanisme: une impasse suicidaire pour l'humain et la nature par **Jacques TESTART**, biologiste, directeur de recherche honoraire à l'inserm, critique de sciences, président d'honneur de l'association Sciences Citoyennes*

**SYNTHESE DES TRAVAUX & CLÔTURE DU COLLOQUE**

*Quels fondements juridiques pour protéger les générations futures ? par **Émilie GAILLARD**, Maître de conférences en droit privé, Université de Caen-Normandie.*

DIRECTION SCIENTIFIQUE :

Émilie GAILLARD (Maître de conférences en droit privé, université de Caen Normandie, enseignante à Sc Po Rennes)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Mireille DELMAS-MARY, professeur honoraire au Collège de France, Membre de l'Institut

David FORMAN ((Directeur du Programme de droit de l'environnement à l'Université d'Hawaï)

Agnès MICHELOT (Maître de conférences en droit public, université de La Rochelle, Présidente de la Société Française pour le Droit de l'Environnement)

Tony OPPOSA (Avocat, Philippines)

Michel PRIEUR (Président du Centre International de Droit Comparé de l'Environnement.

Nicholas A. ROBINSON (Professeur de droit international de l'environnement, Pace university, États-Unis)

[justicehumanite.sciencesconf.org](http://justicehumanite.sciencesconf.org)

[emilie.gaillard@unicaen.fr](mailto:emilie.gaillard@unicaen.fr)



UFR DROIT ET SCIENCES POLITIQUES  
INSTITUT DEMOLOMBE (EA967)

